

## **PLAN D'INTERVENTION**

**OCDE TURIN – 26 – 27 MARS 2009**

1. Situation des PME en France (2008)
2. Les mesures générales du plan du gouvernement français
3. Les mesures spécifiques liées au financement des pme : le rôle d'oseo
4. La médiation du crédit
5. Premiers bilans : médiation & oseo

## **SITUATION DES PME EN FRANCE**

1. Elles représentent l'essentiel du tissu économique français :
  - sur 3 millions d'entreprises, plus de 2,7 millions sont des Très Petites Entreprises (TPE) c'est-à-dire < 50 salariés),
  - les PME représentent plus de 50 % des effectifs salariés,
  - leur taux de renouvellement est fort avec 300 000 créations par an,
  - enfin, elles sont implantées sur tout le territoire et donc contribuent à son aménagement.

2. Toutefois elles demeurent fragiles :

- car, à capitaux familiaux, elles ne disposent pas d'une surface financière susceptible de résister à une forte baisse d'activité,
- or, dès l'enquête de conjoncture conduite par OSEO en novembre 2008, elles anticipaient, pour la première fois depuis 15 ans, un recul de leur activité,
- de fait, la situation a commencé à se dégrader au 4<sup>ème</sup> trimestre avec une forte augmentation des défaillances et une baisse d'activité,
- les prévisions 2009 sont sombres avec des carnets de commandes parfois en repli de 30% et une anticipation de la croissance des défaillances d'entreprises à plus de 60 000 sur l'année,
- enfin les deux premiers mois 2009 voient un effondrement de la demande de crédit d'investissement.

Face à cette situation, les Pouvoirs Publics ont pris trois séries de mesure :

- des mesures de soutien à l'économie et au système bancaire (II)
- des mesures spécifiques pour le financement des PME (III)
- la création d'un organe de médiation du crédit (IV)

### **CADRE GENERAL DU PLAN GOUVERNEMENTAL**

3. Les mesures en faveur du système bancaire comprennent :

- une garantie de l'Etat aux banques françaises (limite : 320 MM€)
- une injection de fonds public de l'Etat dans le capital des six banques française leur permettant de maintenir un ratio de solvabilité conséquent ( 21,5 MM€)
- une garantie de l'Etat aux assureurs crédits

4. Un plan de relance estimé à environ 25 MM€

- dont des mesures en faveur de l'investissement (environ 11 MM€),
- dont programme exceptionnel d'investissement public (environ 4 MM€),

- dont programme d'investissement des entreprises publiques (environ 4 MM€),
  - + diverses mesures de soutien à l'activité.
5. Des mesures en faveur de la trésorerie des PME (11 MM€)
- remboursement des sommes dues au titre du Crédit Impôt Recherche 3,8 MM€
  - remboursement des reports arriere de deficit d'Impôt sur les Sociétés. 1,8 MM€
  - mensualisation du remboursement de TVA 3,6 MM€
  - amortissement accéléré des investissements 0,7 MM€
  - amelioration des avances Etat sur marches publics 1,0 MM€
6. paiement des dettes envers les fournisseurs du Min. Défense 0,5 MM€
7. Des mesures en faveur du financement des PME, notamment via OSEO
- Dès octobre 2008, les Pouvoirs Publics ont décidé de transférer 17 MM€ d'épargne réglementée aux 6 groupes bancaires pour financer les PME.
  - Il a surtout décidé d'accroître les moyens d'interventions d'OSEO (établissement public de soutien aux PME).
  - Pour commencer, quelques mots sur OSEO : détenu par l'Etat et la Caisse des Dépôts, il exerce 3 métiers principaux :
    - financement direct des PME en partenariat avec les 6 groupes bancaires,
    - garantie des concours bancaires accordés aux PME par le système bancaire et les organismes de fonds propres,
    - aide à l'innovation et aux programmes de recherche de développement des PME.

En 2008, 70 000 entreprises ont été accompagnées (+ 20%) pour plus de 6 MM€ de risques pris et 14 MM€ de financements accompagnés.

Sur ce total, à noter que 5000 entreprises ont bénéficié d'un concours destiné à les aider à innover avec 3 MM€ de financements accompagnés.

Autre observation : je voudrais souligner à l'instar de notre collègue belge mais est-ce aussi en raison d'un passé culturel marqué par le surréalisme, nous finançons aussi les délais de règlement des administrations publiques en faveur de leurs fournisseurs PME mais nous l'exerçons depuis plus longtemps que lui parce que nous bénéficions d'une expérience de plus de 70 ans en ce domaine et continuons de le faire pour environ 7000 PME.

Mais revenons aux mesures exceptionnelles. Tout d'abord en octobre 2008 :

- Mise à disposition de la possibilité de réaliser 5MM€ de prêts supplémentaires
- Dont 2 MM€ destinés au financement
- Dont 2 MM€ à son activité de garantie des prêts bancaires aux PME
- Dont 1 MM€ destiné à un nouveau Fonds de garantie « renforcement de la structure financières des PME et TPE ».

Complété en février 2009 :

- Par 5 MM€ de prêts supplémentaires :
- dont 1 MM€ supp. pour RTPME
- dont 2 MM€ pour un nouveau Fonds de garantie destiné aux crédits à CT (LCC)
- dont 1 MM€ correspondant à l'extension des Fonds de garantie aux Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI), \*
- dont 1 MM€ pour la filière automobile
- de plus la quotité de garantie pourra être portée s/s certaines conditions à 90 % contre 50 % auparavant en moyenne.

\* ETI : entreprise indépendante dont les effectifs sont supérieurs à 250 salariés, inférieurs à 5000 et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1,5 MM€.

## **LE TROISIÈME DISPOSITIF CONCERNE LA MÉDIATION DU CRÉDIT**

Il permet à toute PME ou ETI :

- confrontées à un problème de financement ou de trésorerie sans solution bancaire de saisir le Médiateur via un site internet dédié,
- 2 semaines pour trouver une solution entre saisie de la banque et traitement Médiation,

- le Médiateur est représenté dans chaque département par un directeur régional de la Banque de France,
- recours si nécessaire à la garantie OSEO,
- si difficultés majeures, possibilité de saisie du Ministère

## **V. PREMIERS BILANS (MARS 2009).**

### ***Concernant la Médiation :***

8000 entreprises ont saisi le Médiateur,

90 % d'acceptation,

1,4 MM€ de financement consolidés,

taux de médiation réussi : 65%,

60 000 emplois préservés,

90 % des entreprises ont moins de 50 salariés,

1000 visites du site par jour.

### ***Concernant OSEO et le Plan de relance (début mars) :***

+ de 6000 entreprises concernées

environ 30 000 emplois consolidés

+ de 1,5 MM€ de financements accompagnés (dont 120 M€ au titre du nouveau Fonds CT)

## QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONCLUSION.

Un sentiment personnel : les PME françaises ont enregistré les contre-coups de la crise (baisse du carnet de commandes, effet domino des difficultés des fournisseurs – clients) de façon différée par rapport à d'autres pays européens.

Les deux prochains trimestres risquent d'être difficiles et devraient mécaniquement engendrer des tensions de trésorerie et donc une augmentation sensible des demandes de garantie publiques des crédits de fonctionnement.

Les Entreprises Intermédiaires ( « upper SME ») commencent à être touchées ; or elles représentent plus de 25% de l'emploi salarié en France. C'est un enjeu majeur au plan social et au plan des équilibres économiques locaux.

Dans une optique de sortie de crise – dont l'échéance est chaque fois reportée - et conformément à une enquête de conjoncture d'OSEO, seules les PME innovantes croient encore à un développement de leur CA.

C'est de la capacité des Pouvoirs Publics et du système financier à aider ce segment d'entreprise à continuer de croître que dépendra une sortie plus ou moins rapide du marasme actuel.